

Bernard LE CALLOC'H

## DE L'IGNORANCE À LA RECONNAISSANCE Kaarel Robert Pusta et le début des relations franco-estoniennes

---

*Cet article évoque une période chaotique de l'histoire de l'Estonie, l'époque où le pays devient, de facto et de jure, indépendant, s'affranchissant ainsi de la domination de deux parmi les principales puissances européennes, l'Allemagne et la Russie. C'est dans ce contexte qu'émerge la personnalité de Kaarel Robert Pusta, qui a la tâche peu enviable de faire connaître et reconnaître le nouvel État dans une France qui est alliée de la Russie et qui est donc peu susceptible de regarder avec sympathie un pays qui, brisant l'intégrité territoriale de l'empire, l'affaiblit face à l'Allemagne. L'auteur analyse l'évolution des relations des alliés avec l'Estonie dans la période qui va de la déclaration d'indépendance au Traité de Tartu, qui la fait entrer de plain-pied dans le concert des nations, ainsi que la naissance de la diplomatie estonienne.*

---

Le sort du peuple estonien s'est joué au lendemain de la première révolution russe de mars 1917, qui se voulait libérale et démocratique et dont on sait qu'elle entraîna l'abdication du tsar Nicolas II. Lorsque le social-démocrate Kerenskij, ministre de la guerre dans le gouvernement provisoire, succède au prince Lvov, l'échec de l'offensive Brusilov en Galicie est consommé. La Russie est aux abois. Personnellement hostile à toute politique de conquête, Kerenskij, sous la contrainte des événements, réunit alors les deux provinces de l'ancien empire, l'Estonie proprement dite ainsi que la Livonie du Nord, et le 12 avril leur accorde un statut de large autonomie dans le but d'apaiser au plus vite les esprits qui s'échauffent et de faire, en quelque sorte, la part du feu. Ce statut paraît devoir, en un premier temps satisfaire la revendication des nationalistes qui, pour la plupart, compte tenu de la présence sur leur sol d'une minorité germano-balte toute puissante et de l'extrême pauvreté de leurs moyens, n'osent pas encore parler ouvertement d'indépendance.

Les choses changent très vite toutefois avec le coup de force perpétré par les maximalistes, le 7 novembre suivant qui, de fait, remet tout en cause. La triple entente disparaît, le front s'effondre, l'armée se débande et déserte, cependant qu'à l'Ouest rien de décisif n'a encore pu être entrepris malgré l'intervention américaine. L'armée allemande s'enfonce du même coup dans l'immense corps de la Russie, entrée en ébullition et en proie à une indescriptible anarchie. Elle occupe bientôt toute l'Ukraine au Sud, les pays baltiques au Nord.

L'attitude des alliés occidentaux vis-à-vis de la révolution qui soudain déchire la Russie est surprenante. Malgré la signature précipitée du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, qui met provisoirement fin aux hostilités à l'Est et y donne carte blanche aux ambitions conquérantes de l'Allemagne, les occidentaux voient d'abord dans la révolution communiste un accès de rage provoqué par la misère et la défaite militaire, non un événement majeur appelé à bouleverser de fond en comble et durablement l'échiquier diplomatique. Ils continuent donc d'accorder leur soutien et de témoigner leur sympathie à ceux que désormais l'on nomme «les Russes blancs» pour les distinguer des «Rouges», dont on pense, du reste, qu'ils sont très certainement condamnés à l'échec par l'effet de leurs propres excès.

Or, puisque, à leurs yeux, il n'existe pour le moment que la seule Russie «blanche», aucune initiative ne doit être prise qui pourrait gêner l'action de celle-ci ou déplaire à ses dirigeants. La prudence est de règle en attendant que les ennemis de la révolution communiste aient mis bon ordre au chaos et repris les combats contre les puissances centrales jusqu'à la victoire, que l'on continue d'espérer commune. C'est en tout cas le point de vue défendu avec la dernière énergie et par Georges Clemenceau et par son ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon, pour qui lâcher la Russie constituerait une trahison.

Cette intransigeance, même si elle est justifiée, ne fait pas l'affaire des nationalistes estoniens qui, profitant de la complète déliquescence de l'État russe et s'appuyant sur les proclamations de Lénine en faveur de la libération des peuples asservis, veulent saisir aux cheveux l'occasion inespérée que des circonstances imprévues leur offrent soudain. Ils décident donc de tenter à tout prix de se faire une place sur la carte de la nouvelle Europe en gestation, sur les ruines des anciens empires autocratiques. Ils y sont d'autant plus incités que, à

mesure que passent les mois, ils voient le fléau de la balance se déplacer peu à peu, du fait de la coopération militaire américaine, vers le camp des alliés, jusqu'au moment où l'armistice du 11 novembre en consacre la victoire sur l'Allemagne, l'Autriche et peu après sur la Turquie.

Les Estoniens ne sont, du reste, pas seuls en cause. Tous les peuples allogènes, naguère encore prisonniers de l'empire tsariste, cherchent à s'en dégager et à proclamer au plus vite leur volonté de vivre désormais dans le cadre d'États indépendants. Ainsi en est-il, dès le 5 décembre, pour les Finlandais ; et cet exemple est pour leurs frères et voisins méridionaux un sérieux encouragement à agir de même sans plus tarder. La situation n'est, il est vrai, pas identique de part et d'autre du golfe de Finlande. Les communistes ont tenté de s'emparer du pouvoir à Tallinn, ce qui a eu pour effet de précipiter l'entrée des armées allemandes, le 18 février, appuyées par la Landeswehr, l'armée locale levée par les colons germano-baltes. C'est pourquoi les nationalistes estoniens, désormais pleinement acquis à l'idée de l'indépendance, ne peuvent suivre l'exemple finlandais que deux mois et demi plus tard et dans des conditions de clandestinité qui annihilent sur l'instant la portée du geste accompli, le 24 février. Ils sont contraints de s'enfuir ou de se terrer devant la répression allemande, immédiate et terrible.

Pour le moment, les bolcheviks jettent du lest, persuadés que, de toute manière, ils reviendront en force d'ici peu, à la faveur de l'extension de la révolution prolétarienne à toute l'Europe et peut-être même au monde entier. C'est pourquoi ils ne sont pas gênés pour octroyer l'indépendance à l'Estonie puisque, dans leur esprit, il est évident qu'ils la reprendront de toute façon avant longtemps.

C'est dans ces conditions d'un pays en principe libéré de l'un de ses deux oppresseurs, le Russe, mais occupé militairement par l'autre, l'Allemand, que le Conseil national provisoire décide d'envoyer au plus vite des émissaires en Occident pour prouver d'abord son existence mais aussi, bien sûr, pour expliquer ses buts et démontrer la volonté bien réelle du peuple estonien de vivre libre, conformément à l'idéal démocratique.

De prime abord, la tâche pourrait paraître aisée : les Estoniens, occupés par les Allemands, ne sont-ils pas du même coup des alliés en

puissance en vertu de l'adage : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » ? Sans doute, mais l'Estonie appartenait encore naguère à la Russie, que les Occidentaux ne veulent pas avoir l'air d'abandonner au plus fort de la crise qu'elle traverse, d'autant qu'ils ne croient absolument pas à la consolidation du régime de terreur instauré par Lénine dans le sang et la violence. Reconnaître la sécession estonienne n'est-ce pas, en quelque sorte, choisir la cause des Rouges contre celle des Blancs, puisque ces derniers sont des ardents défenseurs de « la Russie, une et indivisible » ?

Il y a là un véritable dilemme : d'une part, il serait bon d'empêcher la marche des Allemands sur ce qu'ils nomment le Baltikum, mais d'autre part, il convient d'attendre que la situation en Russie ait évolué en faveur des Blancs, comme tout le monde le croit alors à Paris, afin de n'en pas contrecarrer la politique unitaire. D'autant qu'il convient de rappeler ici que depuis l'effondrement du tsarisme, c'est par dizaines de milliers que des volontaires russes sont venus se battre sur les fronts du Nord et de l'Est de la France, comme en témoigne douloureusement la nécropole orthodoxe de Mourmelon, en Champagne. Le gouvernement français aurait donc mauvaise grâce à n'en pas tenir compte, alors que ses armées, après cinq ans de guerre, sont épuisées et démoralisées.

C'est dans ce contexte délicat et mouvant que les dirigeants estoniens dépêchent en France l'un des leurs, alors âgé de 35 ans, Kaarel Robert Pusta, avec le titre provisoire de délégué.

Né à Narva le 17 février 1883 d'un père employé des chemins de fer, il a commencé sa carrière comme précepteur, avant d'entrer en résistance. Ayant adhéré à une organisation clandestine montée par Mihail Ivanovič Kalinin, naguère déporté à Tallinn, il a été arrêté et condamné à dix mois de prison pour activités subversives. En fait, sa participation aux menées révolutionnaires de Kalinin n'a pas le fondement idéologique qu'on pourrait lui supposer. Ce qu'il veut, c'est contribuer à la chute du régime qui opprime son peuple, lequel régime est à la fois russe et allemand, l'un tout aussi odieux que l'autre. À sa libération toutefois il est contraint de quitter le pays, ce qui l'amène bientôt à Paris, où il s'inscrit à l'université. Comme il est doué pour les langues, il acquiert rapidement une bonne connaissance du français et de la civilisation française en général.

En même temps, il participe à la rédaction du journal *Uudised (Les Nouvelles)*, sans aucun doute la première publication périodique estonienne jamais imprimée en France.

Rentré au pays à la faveur d'une mesure d'amnistie, il poursuit des activités journalistiques en tant que rédacteur à *Virulane (L'habitant de Virumaa)*, mais craignant d'être de nouveau arrêté, il se rend à Saint-Petersbourg où, tout en gagnant sa vie comme comptable et correspondancier, il peut plus aisément garder le contact avec ses amis politiques, presque tous installés dans la capitale impériale. De 1910 à 1914, il entre à la rédaction de *Päevaleht (Le Quotidien)* et devient de surcroît secrétaire général de la Société pour l'éducation populaire de Tallinn. De 1915 à 1917, le conflit mondial fait de lui, à son corps défendant, un fonctionnaire de l'armée russe, fonction qu'il s'empresse de quitter aux premiers signes d'effondrement, afin de rejoindre aussitôt les milieux nationalistes.

En prenant l'initiative de l'envoyer en France plaider la cause de l'Estonie et solliciter sa reconnaissance par les Alliés, le Comité national de salut public, que préside Konstantin Päts, entend prendre les devants et riposter à l'occupation allemande. Il s'agit de briser le mur de silence qui a jusqu'à présent étouffé la voie de son peuple.

Nous sommes le 19 février 1918.

Tout a commencé au lendemain de la révolution d'octobre qui a fait voler en éclats le statut d'autonomie accordé par le gouvernement Kerenskij. Le comité s'est alors constitué en secret et il s'est fixé pour fin ultime la création d'un État estonien indépendant. Dès janvier, des ambassadeurs extraordinaires ont été désignés dans le but de nouer des relations officieuses avec les principaux pays d'Europe. Les premiers à avoir reçu mission et à avoir été munis de lettres de créance en bonne et due forme ont été Jaan Poska, ancien maire de Tallinn, Julius Seljamäe, membre de l'assemblée constituante russe, ainsi que l'avocat Jüri Vilms, président du cercle autonomiste de Tallinn.

Ils ont aussitôt entrepris une démarche conjointe, le 23 janvier, auprès du chargé d'affaires britannique à Petrograd, Francis O'Lindley, pour l'informer de ce que le gouvernement allemand se préparait à s'emparer de l'ensemble du Baltikum. Il s'agissait pour eux de s'élever contre une intention contraire au droit de libre disposition des peuples et aux 14 points énoncés le 8 janvier précédent par le

président américain Wilson, mais en même temps de gagner de vitesse l'ennemi commun, ce qui explique pourquoi, un mois jour pour jour après l'entrevue avec le diplomate britannique, la République estonienne est proclamée dans les conditions les plus dramatiques. Cela n'empêche pas, malheureusement, l'empereur Guillaume II de n'en tenir aucun compte et de ratifier solennellement l'union du « Duché balte » à la couronne de Prusse, celle des Hohenzollern.

Pendant ce temps, d'autres émissaires sont désignés. Kaarel Robert Pusta est envoyé à Paris, Ants Piip à Londres, Menning à Copenhague, Eduard Virgo à Rome, mais également Mihkel Martna à Berlin. Ce dernier n'a évidemment pas la tâche facile puisqu'il doit tenter de faire comprendre au chancelier Max de Bade que l'intérêt de l'Allemagne n'est pas dans l'annexion de l'Estonie à la Prusse alors que le peuple estonien lui est totalement étranger. En fait, la mission Martna ne pourra aboutir que longtemps après l'armistice du 11 novembre 1918.

Pusta rédige lui-même au domicile du professeur Nikolaj Kann le texte de ses lettres de mission, destinées aux autorités françaises. Il s'agit d'une part d'une « Déclaration sur la situation de l'Estonie », cosignée par Konstantin Konik, vice-président du gouvernement national provisoire, et par Nikolaj Kõstner, vice-président du Conseil national, et d'autre part les lettres de créance l'accréditant expressément comme délégué diplomatique en France, signées cette fois de Konstantin Päts. Toutes deux portent la date du 24 janvier et sont frappées du cachet du Comité national provisoire siégeant à Toompea<sup>1</sup>.

Plus heureux que son collègue Vilms, intercepté par les Allemands en Finlande et peu après exécuté, Pusta gagne les îles d'Åland, la Suède, puis Bergen, d'où il réussit à s'embarquer pour Aberdeen, en Écosse. Parvenu bientôt à Londres, il sollicite une entrevue avec l'ambassadeur de France, Paul Cambon. Au cours de leur entretien, celui-ci ne lui cache pas qu'il aura fort à faire pour faire connaître son peuple, son pays et ses dirigeants dans un pays où même les hommes

---

<sup>1</sup> La ville haute de Tallinn, traditionnellement siège du pouvoir religieux et politique (NdR).

d'État les plus illustres sont réputés pour leur ignorance de la géographie.

Il arrive enfin à Paris dans les premiers jours de mai, après un voyage de 17 semaines. Il s'empresse alors de demander audience au ministre des Affaires étrangères, alors que la ville vient d'être sérieusement bombardée et que le rationnement alimentaire est de plus en plus sévère.

Le représentant officieux de la Finlande, qui se montre secourable, l'aide à mettre en excellent français le mémorandum que l'Assemblée nationale estonienne lui a remis. Le 12 mai, il est reçu par Stephen Pichon, qui écoute poliment ses explications orales et promet de lire attentivement la note d'information qu'il a jointe à ses lettres de créance.

Que dit cette note ? Son auteur rappelle d'abord qu'une première démarche a été faite par lui auprès du ministre de France en Suède, lors de son passage à Stockholm et que le gouvernement français y a répondu favorablement par télégramme, l'assurant de « son intention de contribuer à une solution (du problème estonien) conforme aux revendications du Conseil national ».

Il insiste ensuite sur le fait « qu'il n'y a entre le peuple estonien et le peuple russe aucune communauté de race, ni de langue, ni de religion » et qu'« il est impossible de laisser notre civilisation... sombrer dans le naufrage de l'empire russe », alors qu'elle est doublement menacée par l'anarchie russe et l'esprit de conquête allemand.

Connaissant toutefois l'attachement de son interlocuteur français à l'alliance russe, il s'empresse d'ajouter que le désir des Estoniens est de « maintenir les relations les plus amicales avec nos voisins russes ».

De ce jour où Kaarel Robert Pusta est pour la première fois reçu au quai d'Orsay par Stephen Pichon, date l'entrée de l'Estonie dans le forum international. Elle y a dorénavant son représentant attitré.

Désormais muni du document d'identité que lui remet le service du protocole, il a, si l'on peut dire, « le pied à l'étrier ». Il est en mesure d'accomplir la mission qui lui a été confiée, à savoir faire connaître aux autorités de ce pays étranger qui a joué dans le conflit un rôle majeur et qui est appelé à en jouer un autre semblable dans le rétablissement de la paix, l'existence d'un petit peuple finno-ougrien

jusque-là ignoré de la grande Histoire, leur expliquer pourquoi celui-ci veut vivre à présent son propre destin, au sein d'un État nouveau, et démontrer que c'est là avant tout un acte de justice, conforme à l'idée que l'on se fait de la démocratie. Tous les efforts du premier représentant diplomatique estonien visent pour le moment à en obtenir la reconnaissance.

Sitôt installé à l'hôtel d'Albe, sur ce qui est aujourd'hui l'avenue George V (l'hôtel qui avait subsisté jusqu'en 2003 est à présent disparu), il se met en rapport avec deux hommes qui ont joué un rôle important dans cette période, le français Paul Boyer et l'estonien Andres Dido<sup>2</sup>.

Paul Boyer est un slaviste, professeur à l'École des Langues Orientales, où il enseigne le russe. Il est depuis 1907 l'administrateur de la prestigieuse institution, dont il a réformé notablement l'enseignement. En même temps, il est écouté du Quai d'Orsay, qui sollicite ses avis et conseils. Il est bien introduit dans les milieux politiques et parlementaires, où il a de nombreux amis. Boyer reçoit l'envoyé estonien avec une vive sympathie et lui manifeste sur le champ son désir de l'aider.

Andres Dido est un émigré politique estonien qui en 1918 est déjà âgé de 63 ans. Il réside en France depuis trente ans, où il vit très modestement dans un galetas sis au quatrième étage d'un petit immeuble sans confort, au 11 de la rue Ramey, au pied de la butte Montmartre. À l'époque du Réveil national estonien, marqué notamment par les écrits de Jannsen, de Kreutzwald, de Lydia Koidula, de Carl Robert Jakobson, il s'est rallié à ce dernier, ce qui lui a valu d'être arrêté puis emprisonné pour propagande anti-tsariste et recel d'écrits séditionnels. Après trois ans de prison, interdit de séjour dans les provinces baltiques, il a préféré s'enfuir et s'installer en France. Trop pauvre pour se marier et fonder une famille, il vivote tant bien que mal en donnant des leçons de langues étrangères. Pour donner le change, il a fondé un Institut dont il est à la fois le directeur, le secrétaire, le professeur et le commissionnaire. Pusta et Dido se

---

<sup>2</sup> C'est là la version francisée de son nom de famille, en estonien Tiido (NdR).

sont connus à Paris en 1905, quand le premier est venu étudier et en même temps assurer la rédaction du journal estonien de Paris, *Uudised*. Il a gardé au cœur, en dépit des années, un grand amour de sa patrie. C'est pourquoi il salue avec enthousiasme la venue en France d'un représentant officiel de cette république d'Estonie qui est en train de naître, dont il a rêvé toute sa vie sans trop oser y croire. Bien entendu, dès que Pusta lui demande son soutien, il le lui accorde aussitôt sans restriction. Il est de ce fait le premier employé de la toute nouvelle légation, qui s'appelle seulement « délégation », car elle n'a encore qu'un caractère officieux. N'oublions pas qu'à l'époque où Dido vient rejoindre et aider Pusta, l'ambassadeur russe nommé à Paris par le gouvernement Kerenskij est toujours en poste et pour le moment seul à être reconnu par les autorités françaises.

Grâce à Dido, familier des milieux socialistes, Pusta fait la connaissance d'Albert Thomas, leader syndicaliste, député et ancien ministre de l'armement, qui l'assure de sa sympathie et de son désir de l'aider à faire triompher la cause nationale estonienne.

Pour l'heure, le problème le plus urgent est d'obtenir la reconnaissance des Alliés, afin de bénéficier de leur appui politique, diplomatique, mais aussi militaire, économique et financier.

Pour ce qui est de la reconnaissance « de facto », elle est arrivée rapidement parce qu'elle n'engage pas l'avenir de façon irrémédiable et laisse en suspend la question du devenir de la Russie. Le premier à le faire est le gouvernement anglais, le 3 mai 1918. La France suit à une semaine d'intervalle, le 12 mai, et bientôt aussi l'Italie, le 29 du même mois. C'est pour le Comité national estonien de la plus haute importance, car la guerre à cette date n'est pas finie et le sort des armes demeure encore indécis.

L'attitude des pays nordiques, bien qu'ils ne soient pas belligérants, n'est pas indifférente à l'Estonie qui, pour se désenclaver, a le plus grand besoin de leur soutien politique, sans doute, mais plus encore logistique. Elle se considère, du reste, avec quelque raison, partie intégrante du monde scandinave, au même titre que la Finlande, elle qui de 1926 à 1721, de la paix d'Oliva (1660) à celle de Nystadt, fut terre suédoise, après avoir été terre danoise au XIII<sup>e</sup> siècle. Dès lors, la toute jeune république estonienne estime qu'elle appartient au camp de l'Entente puisque, de toute manière, elle ne peut rien attendre

de l'Allemagne qui est en train d'essayer de l'annexer. Au demeurant, cette dernière obtient des Soviétiques, le 27 août suivant, par un accord complémentaire au traité de Brest-Litovsk, carte blanche en Estonie et en Livonie. Le gouvernement insurrectionnel déclare se désintéresser de ces provinces et y renoncer à tous ses droits.

L'intervention en territoire russe des puissances de l'Entente pour y contrecarrer l'invasion allemande en Ukraine amène Pusta à reprendre la plume. Le 30 juillet, exprimant sa gratitude pour la lettre que le ministre français lui a envoyée le 25 précédent afin de l'assurer que « la France ne décevra pas ceux qui mettent en elle leur confiance », il fait part à Stephen Pichon des craintes que cette intervention alliée en Russie suscite en Estonie, compte tenu de ce que les Russes blancs ne cachent pas leur désir de reconstituer l'ancien empire dans son intégralité. À nouveau, il rappelle que les Estoniens « qui occupent le pays esthien depuis plus de mille ans », n'ont rien de commun avec les Russes « ni par leur race ou leur origine, ni par leur langue, leur religion ou leur civilisation ». Puis il ajoute : « seules la fatalité des événements historiques et la tyrannie de la force brutale les ont, contre leur volonté, liés à la Russie », et il dépeint l'ancien empire des tsars comme « un édifice artificiel », une « prison des peuples », qui en éclatant leur a permis d'entrevoir enfin leur libération.

Le 23 septembre, fort des encouragements verbaux qu'il a reçus, Pusta demande au gouvernement français de faciliter à la nouvelle Estonie l'acquisition d'un million de francs sous la forme d'un emprunt, dont le montant serait réglé après le rétablissement du gouvernement légal, afin, précise-t-il, d'équiper « un premier régiment prêt à marcher contre les Allemands », ce qui ne manquera pas d'être un argument de poids aux yeux des dirigeants français qu'obnubile la puissance militaire germanique. Le 19 octobre, il demande si « un petit peuple, déjà épuisé par les Russes et par les Allemands, peut reprendre la lutte contre ses envahisseurs sans être même reconnu libre et indépendant par les autres puissances ? »

C'est l'occasion pour Pichon d'affirmer à Pusta, dans un courrier du 6 novembre, que « le gouvernement français ne reconnaîtra aucun des traités germano-russes qui ont prétendu disposer du sort de l'Estonie sans son consentement ». Mais ce même gouvernement, continuant à espérer la « guérison » de la Russie et la fin du

cauchemar bolchevik, entend s'en remettre à la future conférence de la paix du soin de transformer la reconnaissance *de facto* en reconnaissance *de jure*.

Cela ne fait pas l'affaire du gouvernement provisoire instauré à Tallinn quelques jours plus tard, à la faveur de l'armistice du 11 novembre, sous la présidence de Constantin Päts. Il s'agit à ses yeux moins d'une satisfaction de principe que les avantages très appréciables que lui vaudrait sans plus attendre, la reconnaissance pleine et entière sur les plans économiques (importation de vivres et d'équipements), financier (possibilité de recourir à des emprunts garantis par l'Etat) et naturellement militaire (aide en matériel de guerre notamment).

Sur le plan culture, les Estoniens ont un ardent désir et surtout un immense besoin de se faire connaître afin de démontrer à des étrangers portés au scepticisme que s'ils sont venus tard au vaste mouvement de Réveil national qui a affecté au XIX siècle tous les peuples d'Europe, en raison de la double oppression des Germanobaltes et des Russes, ils ont depuis lors mis les bouchées doubles et prouvé qu'ils sont d'ores et déjà au même niveau que les peuples plus favorisés qu'eux. Leurs littérateurs, leurs artistes, leurs savants sont aussi dignes d'intérêt que ceux de n'importe quelle autre nation du continent.

Malgré la faiblesse de ses moyens, Pusta s'emploie de toute son énergie à faire passer dans les faits la reconnaissance *de facto* que pour l'heure l'on veut bien accorder à sa patrie. Il déplore toutefois que cette reconnaissance soit quelque peu réticente, empreinte d'une évidente réserve en raison de la prolongation des combats dans la zone baltique, mais aussi du fait de l'instabilité de la situation en Russie, où les armées blanches sont présentes presque partout : Judenič au Nord, Denikin au Sud, Kolčak en Sibérie, sans oublier les corps expéditionnaires français et anglais. Au demeurant, il regrette que la France et la grande Bretagne aient cru devoir reconnaître expressément le gouvernement russe blanc instauré à Omsk par l'amiral Kolčak en octobre 1918, et lui apporter un soutien militaire qui ne manquera pas d'être interprété comme un soutien aux fins politiques ouvertement affichées.

Convenons en, en cette façon de tenir au même moment deux fers au feu ressemble fort à de la duplicité. Cela traduit en tout cas l'embarras de Pichon et de Clemenceau face à une situation révolutionnaire chaotique qui leur échappe.

Les choses se compliquent encore au lendemain de l'armistice de Rethondes pour au moins deux raisons. D'une part, la fin des combats en Finlande, après la victoire de Mannerheim à Tampere, entraîne le départ pour l'Estonie d'un grand nombre de volontaires finlandais qui s'empressent de traverser la Baltique afin d'épauler la toute jeune armée estonienne, dépourvue d'expérience et peu encadrée, et que menace l'effondrement. D'autre part, dès le 18 novembre, les bolcheviks, profitant du retrait soudain de l'armée allemande, déclarent nulles les dispositions de Brest-Litovsk puis, dix jours plus tard, attaquent Narva et envahissent l'Estonie. Sans les volontaires, les fonds, les canons et les équipements envoyés immédiatement par la Finlande, à la suite d'une visite-éclair de Jaan Poska, ministre des Affaires étrangères, l'armée estonienne aurait probablement été submergée, d'autant qu'au même moment des communistes tentent de la poignarder dans le dos en créant à Narva une « commune ouvrière d'Estlandie » qui ouvre les portes du pays à l'agresseur.

Pris à la gorge, le gouvernement provisoire estonien se tourne vers les alliés occidentaux. Pour donner plus de poids à l'action de Pusta, il députe trois délégués extraordinaires à Stockholm, chargés de demander l'intervention du ministre de France en Suède, Louis Delavaud qui, en tant qu'ancien collaborateur et intime de Delcassé, est particulièrement bien introduit au Quai d'Orsay et dans les chancelleries. Tout acquis à la cause estonienne, il télégraphie à son gouvernement le 29 novembre pour lui expliquer que, selon ce que lui ont dit ses interlocuteurs, un envoie immédiat d'armes, de munitions et de troupes pourrait seul stopper l'avance des bolcheviks et sauver la jeune république d'Estonie d'un désastre militaire. Il faudrait aussi envoyer dans les eaux estoniennes une force navale, car pour l'heure l'Estonie n'a pas de flotte de guerre.

La demande est d'autant plus pressante que les Rouges sont en train de prendre pied dans la province la plus orientale, à partir de Narva. La même démarche est entreprise auprès de la Grande Bretagne, laquelle réagit plus vite que la France. Elle dépêche bientôt des

bâtiments de guerre rapides qui apportent dans leurs soutes des armes légères et même quelques pièces d'artillerie. La lenteur de la réaction française ne s'explique pas seulement par la collusion avec les Russes Blancs et l'amiral Kolčak, lequel, battu par les Rouges, est à présent contraint de se replier sur Irkoutsk, elle provient surtout de ce que sa marine est accaparée par d'autres tâches toutes aussi urgentes sur de multiples théâtres d'opération, et sans doute enfin parce qu'elle n'ignore pas que l'Angleterre, disposant de puissants moyens navals, est certainement mieux à même que la France de se porter rapidement sur les côtes orientales de la Baltique.

De son côté, Pusta, qui vient d'installer en délégation sur la colline de Passy, au 7 de la rue de l'Alboni, adresse à Clemenceau une note allant dans le même sens : sans l'aide immédiate et massive des Alliés, l'Estonie périra avant d'être née sous le déferlement de l'envahisseur russe qu'elle sera incapable de contenir, à plus forte raison de refouler. Il ajoute : « et elle sera bolchevisée », sachant que ces quatre mots auront sur le Tigre l'effet du chiffon rouge sur le taureau. Il ne se trompe pas. Clemenceau voit avec terreur le communisme s'étendre d'ores et déjà à plusieurs régions de l'Europe, l'Allemagne, la Hongrie notamment, peut-être demain les pays baltiques. Mais la France, qui sort à peine de cinq années tragiques au cours desquelles sa jeunesse a été décimée et son territoire ravagé, n'a pas les moyens de donner une suite rapide à l'appel au secours du délégué estonien. Au demeurant, ses dirigeants, tous plus russophiles les uns que les autres, ne croient pas vraiment à cette date en la possibilité pour un si petit peuple d'accéder à l'indépendance.

Or, l'Estonie, littéralement mise à sac par l'armée allemande en retraite, pillée, incendiée, anéantie, se retrouve encore plus démunie que par le passé. Certes, l'aide militaire finlandaise est appréciable, mais elle est insuffisante. C'est pourquoi, dans ce contexte d'invasion imminente et brutale, le rôle principal revient tout naturellement à l'Angleterre. Le 12 décembre, une escadre de la Home Fleet, commandée par l'amiral Sinclair, jette l'ancre dans la rade de Tallinn et débarque aussitôt son précieux chargement d'armes et d'équipements. Pour le moment, cela n'empêche pas les Bolcheviks de poursuivre leur progression vers l'Ouest. Le 17 décembre, ils atteignent Rakvere, le 10 janvier suivant ils sont aux portes de Tallinn.

Sans doute avec regret, la France laisse donc faire son alliée britannique car elle ne se sent pas en mesure de prêter main forte à ce petit peuple fennique, dont elle n'avait jusque là jamais entendu parler, qui semble être surgi du néant à la faveur d'événements démesurés et qui lui paraît aussi lointain que la Chine. En réalité, le gouvernement français est tout bonnement dépassé par l'ampleur et le nombre des revendications nationalistes qui s'élèvent de toutes parts. Accablée par ses propres blessures, épuisée par tant de douleurs, de pleurs et l'indicible souffrance de ses « poilus », elle ne parvient pas à dominer comme elle le souhaiterait une situation de plus en plus confuse.

C'est précisément pendant ces semaines décisives que la situation commence à se retourner en Estonie. Le 26 décembre, au cours d'un combat naval au large de Tallinn, deux torpilleurs et une canonnière russe sont capturés. Ils deviennent aussitôt les premiers éléments de la marine estonienne, cependant qu'une semaine plus tard un bataillon de volontaires finlandais, commandé par le major Ekström, arrive à son tour. Il est suivi un mois plus tard par l'arrivée d'un corps de volontaires suédois, puis par un autre de volontaires danois. L'espoir change de camp. Mais les deux tiers du pays n'en sont pas moins occupés et mis en coupe réglée par les troupes bolcheviques.

Pusta prend alors une initiative hardie. Dans une note du 18 février 1919, adressée à Stephen Pichon, il sollicite sans ambages, au nom du gouvernement provisoire, la reconnaissance de son pays comme nation belligérante. Cette reconnaissance, différente et indépendante de la reconnaissance « de jure », donnerait à la république estonienne l'accès à l'aide des pays neutres comme la Suède, la Norvège ou le Danemark. Cela lui permettrait de se procurer à crédit les équipements et les vivres dont elle manque si cruellement. Selon lui, l'Estonie est indéniablement une alliée des belligérants, donc belligérante elle-même, au terme de la jurisprudence internationale. Cela n'est pas une affaire de mots mais de principes, et aussi d'intérêt immédiat, car en vertu des conventions sur le droit de la guerre, elle éviterait d'éventuels massacres de prisonniers ou des mauvais traitements de différentes natures. Pour appuyer son argumentation, qu'il veut à la fois juridique et politique, il ajoute que le gouvernement provisoire s'apprête à

revêtir la forme d'un authentique pouvoir démocratique issu du suffrage universel, ce qui sera fait effectivement un an plus tard.

Mais ce que Pusta ne dit pas, alors que c'est le but réel de la manœuvre, c'est que, reconnue belligérante, l'Estonie obtiendrait du même coup une place à la table des vainqueurs lors de la conférence de la paix. Elle pourrait donc y faire entendre sa voix ; non pour satisfaire son orgueil national, mais pour exprimer, elle aussi sa vision de l'Europe future. Elle pourrait y mieux défendre ses droits à réparation de la part de l'Allemagne, dont les armées en retrait l'ont systématiquement ruinée.

Sur ce point, il se heurte à une fin de non-recevoir. Pichon, qui a fait du droit international son cheval de bataille, lui rétorque qu'il ne peut y avoir juridiquement de belligérance s'il n'y a déclaration de guerre ni de la part de l'agresseur allemand ou russe, ni de la part de l'agressé estonien. On est en face d'une situation de fait et non pas de droit. Cette querelle de juristes, plutôt mal venue dans le contexte de 1919, n'est pas à l'honneur de Clemenceau ni de son ministre des Affaires étrangères. En réalité, ils veulent garder une porte ouverte pour le moment où l'allié russe blanc sortira vainqueur de l'épreuve révolutionnaire, comme ils l'espèrent. Malgré le démenti des événements, ils s'obstinent à croire à la fin prochaine du chaos sanglant où s'enfonce chaque jour un peu plus la Russie soviétique.

Finalement, devant des succès remportés par l'armée nationale estonienne, qui contraint les Rouges à se retirer, Clemenceau, agissant en sa qualité de ministre de la Guerre, désigne le commandant Hurstel pour diriger une petite mission militaire qui doit être envoyée à Tallinn, cependant que, pour plus de sûreté, il est demandé à notre ministre en Suède d'envoyer discrètement le jeune normalien Aurélien Sauvageot (qui séjourne à cette date en Finlande pour y apprendre le finnois), vérifier l'état des choses en Estonie au moment où elle achève de se libérer, et en faire rapport.

Moins perspicaces et moins rapides que les Anglais, les Français n'ont pas encore compris tout le prix qu'il y aurait à soutenir énergiquement ce pays baltique en lutte pour son indépendance. Malgré l'échec de Judenič qui laisse échapper l'occasion de s'emparer de Petrograd, et celui de Kolčak que les Tchèques abandonnent et trahissent, ils n'osent pas choisir leur camp. Pusta le fait remarquer avec quelque amertume à Pichon, alors qu'il tente vainement d'ame-

ner la France à reconnaître à la république d'Estonie la qualité de belligérante. Du coup, Jaan Poska, qui avait présidé le gouvernement provisoire pendant la détention de Konstantin Päts, décide de se rendre personnellement à Paris pour épauler son ambassadeur. Le 8 juin, il confirme à Clemenceau que les Allemands de la « division de fer » et les Germano-Baltes du comte Mannteufel envahissent à tour son pays, remontant depuis Riga vers le Nord-est. Mais la résistance estonienne est si déterminée que le général Laidoner est bientôt en mesure de passer à la contre-attaque. Le corps des volontaires du Baltikum, que commande le général Rüdiger Von der Goltz, un hobereau prussien de la pure espèce, est finalement contraint de se replier. La preuve est faite que l'Estonie, dotée d'une constitution démocratique depuis le 19 mai, est bel et bien un Etat belligérant.

Mais aux yeux de Clemenceau l'essentiel n'est pas dans les dispositions constitutionnelles audacieuses adoptées par le parlement de Tallinn ; il est dans le reflux de l'influence et de la présence allemande dans cette partie du continent européen. C'est toujours en fonction de l'ennemi allemand qu'à Paris l'on juge les hommes et les événements, tant l'Allemagne, vaincue mais non pas anéantie, occupe les esprits.

Du côté russe, tout est remis en cause le 21 octobre 1919. Ce jour-là l'armée Judenič est écrasée. Ses débris sont culbutés jusqu'en Estonie. Les bolcheviks, galvanisés par Trotski, reprennent partout l'offensive. Ils réoccupent l'Ukraine, le Caucase, la région d'Odessa, chassent de Crimée l'armée Denikin. Le revirement est complet. Les combats continueront néanmoins sur le front oriental estonien jusqu'en décembre, date à laquelle la situation se stabilise enfin.

Dès lors, les yeux se dessillent à Paris. Les espérances mise en les Russes blancs étaient vaines. La Russie ne sera pas libérée de sitôt. Il faut donc songer à l'isoler le plus possible et pour y parvenir dresser autour d'elle un « cordon sanitaire », selon le mot de Stephen Pichon.

Premier pas dans ce sens : le 4 novembre, avec l'accord de son ministre, Delavaud envoie à Tallinn l'un des conseillers de sa légation, M. Herme. C'est le premier représentant français dans la capitale estonienne, la mission Hurstel n'ayant eu jusqu'alors aucun caractère diplomatique. Herme n'est encore qu'officieux et du reste qualifié seulement de « délégué provisoire ». Comme par l'effet du hasard, il

vient occuper son poste un an, jour pour jour, après l'armistice du 11 novembre 1918.

Il aura fallu tout ce temps pour que la France prenne conscience de ce qu'il existe bel et bien désormais une nation estonienne.

Celle-ci a ressenti cette réticence comme une étrange et incompréhensible lâcheté qui aurait pu ruiner ses plus belles espérances et la plonger dans un abîme de souffrances. L'attachement indéfectible des dirigeants français à l'alliance russe lui est une énigme. Il lui paraît démontrer à quel point les illusions peuvent troubler la vision d'hommes d'État éminents comme Pichon et Clemenceau. Dans cette affaire, l'Angleterre a fait preuve de beaucoup plus de réalisme, tempéré, il est vrai, par une indubitable absence de scrupules. Elle a été une alliée efficace, mais rarement désintéressée. D'ailleurs, les divergences entre la France et la Grande Bretagne au sujet de la Baltique orientale sont évidentes. Paris ne s'est-il pas mis en tête d'utiliser le territoire de l'Estonie pour y reconstituer l'armée Judenič ? Ce serait transformer la frêle république baltique, à peine née, en base d'agression et attirer du même coup sur elle l'invasion étrangère, alors qu'elle sort de l'épreuve totalement épuisée. Il n'en peut être question, et les anglais sont là-dessus bien d'accord avec Päts.

Heureusement, maintenant qu'ils sont victorieux, les bolcheviks semblent avoir pris leur parti de la sécession des pays baltiques. Ils reviennent de trop loin pour songer à soutenir d'insoutenables revendications territoriales. L'état de misère où est tombée la Russie est indescriptible. Un armistice est signé le 3 janvier 1920. Aussitôt après, une conférence est convoquée à Helsinki dans le but de préparer les traités de paix. L'Estonie touche au but. Son gouvernement y députe son président du conseil Jan Tõnisson, son ministre des Affaires étrangères Birk, son ministre de la Guerre Hanko, auxquels se joint Oskar Kallas, délégué diplomatique en Finlande et mari de la femme de lettres Aino Krohn. Le général Larka, adjoint au général Laidoner commandant en chef des forces armées, et le général Soots, chef d'état-major, y assistent en tant que conseillers militaires.

Un mois plus tard, le 2 février, la paix est signée à Tartu, que les chancelleries appellent encore toutes Dorpat. Par ce traité, le gouvernement soviétique reconnaît solennellement l'indépendance de l'Estonie, bien qu'il l'ait déjà reconnue tout aussi solennellement au

traité de Brest-Litovsk, deux ans auparavant. En fait, il se plie une fois de plus aux nécessités de l'heure. Il garde à l'évidence le secret espoir de pouvoir un jour prendre sa revanche, lorsque les conditions lui seront redevenues favorables. Pour lui, cette paix n'est qu'un répit provisoire, un pis-aller, jusqu'à ce qu'il puisse froisser ce « chiffon de papier », le tenir pour nul et non avenu. C'est dans cet esprit et avec ces arrière-pensées que Čičerin l'a signé.

Quant à la France, elle tire d'autant plus aisément la leçon de l'événement que Stephen Pichon a quitté le ministère des Affaires étrangères le 17 janvier 1920 en même temps que Clemenceau, à la suite de l'échec de ce dernier à la Présidence de la République et de l'élection de son rival Paul Deschanel, après le retrait de Raymond Poincaré.

Pour commencer, la mission militaire, désormais sans objet, est rappelée. Après seize mois de séjour à Tallinn, le commandant Hurstel rentre à Paris avec ses collaborateurs. Le 14 octobre 1920, il est remplacé par Georges Eybert, qui depuis le 15 mai était chargé de la gérance du consulat de France à Riga. Il reçoit le titre de « Délégué en Estonie du Haut commissaire du gouvernement français pour les pays baltiques, faisant fonction de consul à Reval ». Sa mission consiste plus spécialement à préparer la mise en place d'une légation, afin que soient instaurées des relations diplomatiques régulières.

C'est chose faite le 5 avril 1921, lorsqu'André Gilbert, ancien ministre plénipotentiaire à Santiago du Chili, est nommé « chargé de mission à Reval ». Deux mois plus tard, il reçoit le titre officiel d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire et va présenter ses lettres de créance à Konstantin Päts, « Chef de l'État de la République d'Estonie » depuis le 25 janvier précédent. De son côté Eybert est remplacé au consulat général par Edmond Duchesne, précédemment consul à Galatzi, en Roumanie, et F. Kull, qui avait été délégué du gouvernement provisoire estonien en Suède, devient l'agent consulaire de France à Tartu.

Conformément aux usages protocolaires, la même évolution intervient à Paris. L'ancien délégué provisoire, Kaarel Robert Pusta est promu envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de son pays et va présenter le 20 mai 1921 ses lettres de créance au président Alexandre Millerand.

L'Estonie fait désormais partie à part entière de la grande famille européenne, tout comme sa parente et voisine la Finlande. Au prix d'un accouchement particulièrement long et douloureux, elle a conquis de haute lutte dans le sang et les larmes, son droit à l'existence.

Kaarel Robert Pusta restera à Paris jusqu'en 1933, date à laquelle il sera nommé à Varsovie. Mais entre temps, de juin 1924 à octobre 1925, il sera appelé à Tallinn pour y occuper le poste de ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Akel, puis dans celui de Jaakson.

### RÉSUMÉS

#### **From ignorance to recognition: the beginning of the relations between Estonia and France**

In this article we find an overview of a most chaotic period in Estonia's history: this country is becoming independent *de facto* and *de jure* and gets free from two among the most powerful European nations, Germany and Russia. This is the context in which emerges Kaarel Robert Pusta's personality, whose arduous task is to inform about his country and to lead the allies to its recognition. But France is allied to Russia, and is suspicious of all forces that strive to weaken the Empire and thus the anti-german camp. The author analyses how the relationship between the allies and Estonia evolves from the Independence declaration up to the treaty of Tartu, with which the new state becomes part of the international community, as well as the appearance of an Estonian diplomacy.

#### **Teadmatusest tunnustamiseni: Eesti ja Prantsusmaa vaheliste suhete algus**

Artiklis meenutatakse Eesti ajaloo üht kaootilist aega: riikluse sündimise ajajärku, mil Eesti pääses kahe Euroopa suurriigi - Saksamaa ja Venemaa - võimu alt. Sel taustal kerkibki esile Kaarel Robert Pusta isiklus, kelle tänamatuks ülesandeks sai tutvustada oma väikest kodumaad ja taotleda selle olemasolu tunnustamist, kuigi Venemaa liitlasel Prantsusmaal oli kahtlusi iseseisvuse suhtes, mis nõrgestas impeeriumi Saksamaa ees. Autor vaatleb suhteid Eesti ja liitlaste vahel iseseisvusdeklaratsioonist kuni Tartu rahulepinguni, mille järel Eesti astus täieõiguslikult maailma riikide hulka, ning Eesti diplomaatia algaegu.